Ensemble, nous pouvons beaucoup !

L'approche d'éducation globale au Danemark

Achieving more together – Denmark's global approach to partnership

El enfoque de la educación global en Dinamarca

Solveig Gaarsmand

Traducteur : Marion Latour

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ries/1945>

DOI : 10.4000/ries.1945

ISSN : 2261-4265

Éditeur

France Education international

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2002

Pagination : 95-102

ISBN : 978-2854-2-0555-8

ISSN : 1254-4590

Référence électronique

Solveig Gaarsmand, « Ensemble, nous pouvons beaucoup ! », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* [En ligne], 31 | décembre 2002, mis en ligne le 12 avril 2012, consulté le 05 juillet 2021. URL : <http://journals.openedition.org/ries/1945> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ries.1945>

Ensemble, nous pouvons beaucoup! *

L'approche d'éducation globale au Danemark

Solveig Gaarsmand

LES DROITS DES FAMILLES

Au Danemark il existe trois niveaux de prise de décision politique pour l'école publique : l'État, la municipalité et l'école. L'État est responsable de la législation scolaire et soutient financièrement la municipalité. Les municipalités jouissent de la responsabilité financière au niveau local; elles ont le droit d'engager du personnel et de décider des objectifs globaux des écoles de la municipalité, à l'intérieur du cadre défini par la législation scolaire. Elles sont tenues de coopérer avec les écoles et de se réunir deux fois par an avec les conseils d'école.

Légalement, les parents danois sont autorisés à avoir des conseils d'école dans lesquels ils sont majoritaires. Un conseil d'école se compose de cinq à sept parents, du directeur et de son adjoint, de deux représentants du personnel et de deux élèves. Le président du conseil est obligatoirement un parent. A l'exception du directeur et de son adjoint, tous les membres ont le droit de vote. Mais en réalité, les décisions sont prises à l'issue de débats qui conduisent au consensus. Le conseil se réunit une fois par mois et ses membres sont élus tous les quatre ans. Ils ont autorité pour prendre les décisions de principe et pour définir les objectifs de l'école. Le conseil d'école a le droit de participer aux entretiens et décisions de recrutement du personnel de l'école. La décision finale se prend de concert avec la municipalité, mais celles-ci sont de plus en plus nombreuses à déléguer ce droit d'embauche au directeur ou au conseil d'école.

La plus grande influence que les parents du conseil d'école puissent avoir sur l'école consiste à proposer des objectifs et des projets de développement. Là encore, la municipalité peut accepter ou rejeter les suggestions du conseil d'école, mais dans la pratique elle ne fait jamais usage de ce droit. Le conseil a l'obligation de prendre en charge l'école. Il pourrait exercer un contrôle en venant aux cours; dans les faits, il remplit cette fonction en demandant au directeur de le renseigner sur les sujets importants. Le conseil doit donner son aval pour le matériel pédagogique. Lors d'une réunion du

* Cet article a été traduit par Marion Latour.

conseil d'école, on peut demander à un enseignant de donner des renseignements sur le choix d'une nouvelle pratique pédagogique pour une matière. La plupart du temps, les écoles reçoivent du matériel gratuit des éditeurs. Généralement, ce matériel est très bon et instructif, mais il est évidemment conçu dans une perspective commerciale. Afin d'éviter que l'on ne soumette trop de produits différents aux élèves, le conseil peut faire des recommandations en ce qui concerne l'utilisation de ce matériel gratuit. Il a également le droit de participer à la planification sur le long terme des achats. Aidé des enseignants et du directeur, il peut prévoir qu'un certain montant est affecté telle année à du nouveau matériel en mathématiques, l'année suivante à l'enseignement de l'anglais, etc.

Le conseil d'école doit donner son accord pour le budget. Presque toutes les municipalités ont décentralisé les finances. Cela signifie que la municipalité préfère allouer une certaine somme et donner le droit aux conseils de l'utiliser comme ils l'entendent, plutôt que donner des instructions strictes sur la manière de dépenser cet argent. Les élus locaux donnent ainsi une grande responsabilité aux conseils d'école. En contrepartie, ces derniers doivent rendre compte aux dites instances politiques de la manière dont ils ont dépensé l'argent. Cette obligation prend la forme d'un rapport annuel qui décrit les statuts de l'école, les projets futurs et la manière dont l'argent de la municipalité est dépensé, en conformité avec les objectifs et les projets définis l'année passée. Dans certaines municipalités, les écoles sont désormais responsables de tout ce qui touche aux finances; d'autres municipalités ont décidé de continuer à prendre en charge la rémunération des enseignants et l'entretien des bâtiments. Néanmoins, les conseils d'école ont avantage à être en bons termes avec les élus locaux et les *lobbies*, pour les convaincre qu'il est important d'avoir des moyens suffisants pour administrer l'école. L'effort conjoint des conseils et des professeurs pour obtenir des élus locaux, dans le cadre de cette décentralisation, un budget réaliste, a porté en particulier sur les dépenses concernant les nouveaux matériaux pédagogiques, ordinateurs et logiciels compris, l'entretien des bâtiments scolaires et la formation des enseignants.

Le conseil d'école peut avoir une grande influence sur le contenu de l'enseignement. Il a le droit de proposer les curricula, que la municipalité peut légalement accepter ou refuser. Mais la plupart des écoles utilisent les programmes d'études proposés par le ministère de l'Éducation; aussi, dans la pratique, ce droit n'est-il guère exercé. Pourquoi? Entre autres parce que concevoir les grandes lignes d'un curriculum au niveau local prendrait beaucoup de temps aux enseignants, qui en manquent déjà. Cependant, certains conseils ont élaboré leurs propres programmes d'études pour la dernière année de *Kindergarten*¹, puisqu'il n'y a rien d'inscrit dans la législation scolaire

1. NDT : établissement accueillant les enfants en âge préscolaire. Au Danemark, la scolarité est obligatoire à partir de sept ans et jusqu'à seize ans.

publique pour ce niveau, considéré comme fondamental pour le succès précoce de l'élève. Cette classe, non obligatoire mais suivie par près de 100 % des enfants, doit par ailleurs servir de passerelle entre le *Kindergarten* et l'école. Une coopération entre les enseignants, les personnes formées pour travailler dans les *Kindergarten* et les parents peut permettre de concevoir un curriculum autour de ces deux observations.

Les conseils d'école fixent les objectifs de l'école et posent des principes. Le conseil peut notamment demander aux élèves d'avoir un certain nombre de projets et de suivre des enseignements interdisciplinaires durant l'année scolaire. Autre exemple, de nombreux conseils ont décidé de faire coopérer les personnels qui travaillent dans les *Kindergarten* et les enseignants durant les premières années d'école. Légalement, les décisions du conseil n'ont pas à être discutées ni agréées par les personnels, mais les conseils savent combien le fait de s'approprier une décision garantit son exécution. Aussi, objectifs et principes sont-ils élaborés en associant étroitement les personnels, principalement dans des comités nommés lors d'une réunion du conseil d'école. Tous les mois, ce comité est chargé de rapporter au conseil l'avancement de ses réflexions, jusqu'à ce que les personnels et le conseil d'école soient en mesure d'accepter le projet soumis par le comité. Cette procédure est évidemment très lente, mais très souvent l'exécution des nouvelles décisions dépend des changements d'avis des enseignants et des parents, et il n'y a probablement pas pire perte de temps. En général, « le changement prend du temps » et œuvrer au développement d'une école nécessite une longue durée.

LES MODES DE PARTICIPATION

Au niveau de l'école, les parents participent au choix des valeurs et objectifs de l'école essentiellement par le biais du conseil d'école. Très souvent, le conseil d'école implique davantage les parents en les invitant à des réunions qui concernent l'école ou la classe, dans le but de les faire débattre de ces sujets. La réunion ne s'intitule probablement pas « objectifs et valeurs », car il est important que le conseil d'école ait toujours à l'esprit le public auquel il s'adresse. La plupart des parents risquent de ne pas trouver très attrayant un débat sur les « objectifs et valeurs », alors qu'ils seraient intéressés par un échange sur « la manière dont nous pouvons améliorer l'école de nos enfants » ou sur « dix aspects positifs de l'école et dix autres que vous voudriez améliorer ». Par ailleurs, le conseil a juridiquement le devoir de convier une fois par an tous les parents à une réunion, au cours de laquelle il les informe des travaux de l'année et discute avec eux des projets à venir. La majorité des conseils font un exposé à la fois oral et écrit des actions passées et futures.

Au niveau de la municipalité, les élus locaux ont l'obligation légale de réunir deux fois par an les conseils d'école, afin de débattre des objectifs

d'ensemble globaux des différentes écoles de la municipalité. De cette manière les membres du conseil peuvent influencer les objectifs des élus. En outre, cela leur donne l'occasion de constituer des réseaux et de se donner mutuellement des idées pour conduire leurs futurs projets.

Les parents ne manquent pas d'occasions de participer à la vie démocratique de l'école. En premier lieu, les conseils d'école sont importants. Il est essentiel qu'il existe une législation pour les conseils d'école et que les relations que ceux-ci entretiennent avec les parents et les élus locaux soient régies par des règles juridiques. Mais ce qui prime, et qui très souvent fonctionne encore mieux, c'est la coopération informelle qui existe entre parents et enseignants au niveau de la classe. Il semble que plus l'ordre du jour d'une réunion se rapproche du vécu quotidien de l'élève, plus ses parents se sentent concernés et assistent aux réunions. L'engagement des parents au niveau de la classe dépend des parents eux-mêmes, de la volonté de l'enseignant de faire participer les parents et des principes d'un partenariat famille / école institués par le conseil d'école. De nombreux conseils d'école ont initié des réunions de rentrée entre les parents et le personnel dans chaque classe. Au cours de ces premières rencontres, les parents sont informés des programmes d'études et de la façon dont un enfant apprend; les parents apprennent à se connaître et rencontrent les enseignants; surtout, ils ont l'occasion de discuter de ce qu'ils attendent de l'école et de savoir ce que l'école attend d'eux. On considère que ces rencontres où les attentes de chacun sont exprimées sont de la plus haute importance pour initier un partenariat famille / école qui soit proche et généreux. Par ailleurs, les conseils d'école ont des principes à l'égard des parents des élèves d'une classe. Traditionnellement, et non par obligation légale, chaque classe désigne quelques parents pour décider de l'ordre du jour des réunions et prévoir des événements sociaux, de concert avec l'enseignant. Les nouveaux membres du conseil d'école sont recrutés parmi les parents les plus enthousiastes de ce groupe; le niveau légal et le niveau informel sont donc intimement liés.

Les technologies de l'information et de la communication (TIC) améliorent rapidement le niveau d'information et le contact entre l'école et les parents, à la fois au niveau de l'école et de la classe. Les parents sont en permanence tenus informés de la vie de l'école, grâce entre autres à une communication sur les objectifs fixés, à l'accès aux ordres du jour et comptes rendus des réunions, et aux lettres d'information. Au niveau de la classe, certaines écoles donnent la possibilité aux parents de suivre l'enseignement de leur enfant en rendant accessible sur Internet son projet de travail individuel. Les TIC permettent des échanges plus fréquents entre parents et enseignants. *Hellerup School*, de la municipalité de Gentofte près de Copenhague, est l'école la plus avancée pour son usage des TIC au service du partenariat famille / école. En entretenant des contacts étroits, école et parents gagneront en respect mutuel et comprendront mieux les besoins différents des enfants.

Une association de parents, *Skole og Samfund*¹

Actuellement, l'influence des parents dans les écoles est due avant tout à une association de parents efficace et coopérative, *Skole og Samfund*. L'association a joué un rôle important dans le développement de la législation scolaire et la promotion du partenariat famille / école. L'association des parents, qui est apolitique, existe depuis 1935. Aujourd'hui 88 % des conseils d'école et quelques particuliers en sont membres. Il est exigé que ses membres soient des parents d'élèves, afin de mieux représenter les parents et de permettre à l'organisation d'être plus respectée et influente.

Skole og Samfund œuvre en faveur de l'influence des parents. Elle se compose d'un président élu et de comités exécutifs au niveau de l'État autant que des comtés. Le but de l'association est d'améliorer l'influence des parents à l'école, grâce à un certain nombre de moyens : la publication d'un magazine, l'assistance téléphonique pour conseiller les membres sur toutes les questions concernant l'école, la mise à disposition auprès des membres d'informations sur le fonctionnement des conseils d'école, sur la coopération avec les parents et les élèves, etc. De plus, l'association a depuis longtemps l'habitude d'organiser des conférences et des réunions pour les parents et les partenaires.

L'association collabore étroitement avec des partenaires tels que le ministère de l'Éducation, le syndicat des enseignants, le syndicat des chefs d'établissements, les associations d'élèves, et les hommes politiques au niveau de l'État et de la municipalité.

Quand la législation scolaire a changé en 1993, *Skole og Samfund* a veillé, grâce à ses membres présents aux commissions des curricula pour chacune des matières, à ce que les curricula soient également lisibles et compréhensibles par les parents. *Skole og Samfund* est consultée et entendue dès qu'il est question de modifier la législation scolaire.

1. *Skole og Samfund* : École et société.

Grâce à ces rencontres et ces échanges, l'école devient une responsabilité commune pour l'ensemble des partenaires, comme l'exprime un programme conçu par des enseignants d'Aarhus intitulé « Ensemble, nous pouvons beaucoup ».

DEUX EXEMPLES DE PARTENARIAT

Les problèmes de violence scolaire

Le bien-être de l'enfant est une telle priorité que la majorité des écoles font un gros effort pour diminuer les problèmes de violence. Le ministre de l'Éducation, avec l'aide des syndicats d'enseignants et de *Skole og Samfund* a envoyé un ensemble de documents à toutes les écoles. Il comprend un ques-

tionnaire qui cherche à identifier la nature des problèmes de violence de chaque établissement et de la documentation pour aider l'école et les parents à réagir face à ces problèmes. En outre, les formateurs de *Skole og Samfund* se rendent dans les écoles et donnent des conférences sur le sujet à l'attention des parents et des enseignants. Impliquer les parents et leur faire prendre conscience de leur responsabilité dans le comportement de leurs enfants à l'école est important pour faire comprendre à chacun la responsabilité individuelle qui est la sienne dans la cessation de la violence scolaire. De cette manière, les parents prennent conscience du rôle qu'ils peuvent jouer en réagissant lorsque leur enfant leur raconte que quelqu'un a été agressé. Ils ont ainsi une responsabilité partagée et se montrent plus tolérants à l'égard des enfants dans leur ensemble. Ils comprennent qu'ils ont à aider tous les enfants à se sentir bien et à se comporter correctement les uns avec les autres, parce que le succès de chaque enfant dépend de l'environnement scolaire et de la culture instaurée dans l'ensemble de l'école et dans les classes. Aussi la responsabilité commune est-elle développée et considérée comme une nécessité. En d'autres termes, les parents acceptent plus facilement les différences au sein des groupes d'enfants; ils considèrent l'école comme étant un lieu où chaque enfant a le droit d'apprendre et d'être bien traité. Grâce aux réunions de rentrée et aux discussions sur la relation entre apprentissage et bien-être, les parents semblent développer une plus grande compréhension les uns des autres et des enfants; ceci contribue à un environnement où chacun se sent intégré.

La pédagogie différenciée

Skole og Samfund forme également des instructeurs chargés d'informer les parents des méthodes de la pédagogie différenciée. De cette manière, les parents se sentent rassurés car ils savent que leur enfant apprendra à la mesure de ses capacités, même s'il a des aptitudes différentes des autres. Une fois encore, le niveau d'information des parents quant à l'apprentissage et l'enseignement compte beaucoup. Le ministre de l'Éducation a alloué des fonds à *Skole og Samfund* pour organiser des conférences et diffuser des brochures sur la pédagogie différenciée et sur d'autres sujets permettant aux parents de comprendre le processus d'apprentissage de l'enfant².

A travers l'association de parents *Skole og Samfund*, les parents participent à un projet orchestré par le ministre de l'Éducation, qui cherche à développer l'intégration dans l'enseignement. Les comtés qui sont responsables de l'éducation des enfants ayant des besoins très spécifiques, et les municipalités qui prennent en charge les enfants dont les besoins sont plus courants, sont

2. Le projet s'appelle *Den Faelles Folkeskole*. Pour plus d'informations : www.skoledebat.dk. Directeur : M. Niels-Christian Andersen, Skole og Samfund, Gammel Kongevej 140 A, 1850 Frederiksberg C Denmark, nca@skole-samfund.dk, Phone + 45- 3386 0202.

soutenus par un projet ministériel qui développe des écoles sur différents sujets et propose une aide scolaire. Ce projet est explicité sur le site www.kvi.org. Mais il n'est pas aisé d'essayer de développer la capacité d'intégration des écoles à l'heure où l'on réclame la publication des notes et un enseignement plus soutenu en danois, en mathématiques et en histoire.

Par ailleurs, certains conseils d'école ont l'autorisation de leur municipalité pour enseigner selon les théories développées par Howard Gardner sur les compétences : au lieu de se focaliser sur les difficultés scolaires de l'enfant, on souligne les succès qu'il remporte. Cette pédagogie est un exemple supplémentaire d'une plus grande intégration de l'enseignement.

DÉVELOPPER LA COMMUNICATION PARENTS / ÉCOLE

Pour parvenir à développer des synergies entre les écoles, les familles et la communauté où elles vivent, un haut niveau d'information est nécessaire, que l'on obtient grâce aux réunions, aux lettres d'information et à l'utilisation de la presse locale. Mais il ne faut pas oublier que ni les réunions ni le courrier ne permettent de joindre tous les parents. Certains, parce qu'ils ont eu de mauvaises expériences durant leur scolarité, hésitent à prendre part à la vie démocratique de l'école. Il faut s'y prendre autrement pour entrer en contact avec eux, ce qui signifie que la coopération avec les parents doit avoir un caractère différencié. Ces parents qui ne viennent pas aux réunions préfèrent généralement rencontrer l'enseignant chez eux, dans leur propre cadre de vie. Ce n'est pas systématique, mais la première rencontre peut avoir, par exemple, un caractère moins formel et servir de tremplin vers une confiance nouvelle envers l'école. Les parents seront ainsi encouragés à se joindre aux prochaines réunions qui se tiennent à l'école; de même seront-ils incités à soutenir leur enfant durant sa scolarité. Certaines écoles pratiquent les visites à domicile auprès de tous les parents durant la première année de scolarité; d'autres se rendent uniquement au domicile des parents pour lesquels ils estiment la démarche profitable. Les résultats de ces visites à domiciles s'avèrent très positifs pour l'enfant, l'enseignant et les parents; le principe des visites à domicile semble donc être un bon investissement pour le futur.

Dans l'avenir, il faudrait s'intéresser prioritairement à la façon de mettre les TIC au service du partenariat famille / école. La majorité des parents travaillent quotidiennement avec un ordinateur; les informations entre les parents et l'enseignant peuvent facilement se transmettre *via* un message électronique court et informel. Sinon, les parents risqueraient de n'entendre parler du comportement de leur enfant ou de ses progrès scolaires qu'une ou deux fois par an, à l'occasion d'un dialogue individuel institué dans le cadre du

partenariat famille/école. Or ceci n'est évidemment pas satisfaisant pour les parents qui désirent exercer leur responsabilité et coopérer avec l'école.

L'école devrait considérer les parents comme un relais auprès de la presse publique et de la communauté locale. Plus une école fait la démonstration que ses élèves sont épanouis et réussissent, plus les parents sont satisfaits et parlent de l'école en des termes positifs. Par ailleurs, plus les parents sont au courant de la vie de l'école, plus ils peuvent favoriser l'apprentissage de l'enfant. Par conséquent, l'organisation d'un niveau élevé de communication avec les parents prend certes du temps, mais sera toujours un investissement bénéfique, à la fois pour l'école, l'enfant et la société future.